



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Bulletin des hôpitaux de Strasbourg

2 Octobre 2023

Assez d'inflation !

Nous devons imposer l'augmentation générale des salaires

Le projet de budget du gouvernement est discuté à l'Assemblée cette semaine. Il prévoit la fin des boucliers énergie. Les prix ont-ils baissé ? Pas du tout. Les prix des biens de première nécessité n'arrêtent pas de monter : alimentaire, essence et énergie ont augmenté de 20 à 30 % en un an. Remplir le frigo, faire le plein de sa voiture, tout cela devient un luxe ! Et comme c'est difficile de vivre sans manger, d'aller au travail sans se déplacer, pour tous les travailleurs dont les salaires quasi gelés fondent à vue d'œil face à l'inflation, le gouvernement a une réponse simple : continuez à vous crever au boulot.

Coups et propagande contre les travailleurs

Alors que 58 % des salariés ne se mettent pas en arrêt quand il le faudrait, le gouvernement déclare la guerre aux « arrêts de travail injustifiés ». Mais ce sont les conditions de travail et de vie, qui empirent à vue d'œil, qui sont responsables des arrêts de travail ! Le patronat n'arriverait pas à trouver de main-d'œuvre parce que les salaires et les cadences inhumaines qu'il exige font hésiter les demandeurs d'emploi ? Alors on déclare la guerre aux aides sociales : avec la réforme de l'assurance chômage qui s'annonce, de nouvelles conditions seront exigées aux allocataires du RSA, notamment 15 heures hebdomadaires de travail gratuit.

Le gouvernement fait donc la guerre à la paresse... supposée de la classe ouvrière !

La fainéantise des ultra-riches, c'est du PIB, car le PIB, c'est le travail des autres : 80 milliards d'euros de profits enregistrés par le CAC 40 pour les six premiers mois de 2023. Les profits des grands groupes, les dividendes des actionnaires, on n'y touche pas. C'est pourtant en montant leurs marges et donc les prix que les patrons engrangent leurs milliards sur le dos des salariés. Ça se voit. Mais, en attaquant fort, en culpabilisant les travailleurs, le gouvernement espère que ne viendra à personne l'idée de réclamer. Un bluff risqué pour eux.

La lutte est à l'ordre du jour

L'inflation est mondiale. Le patronat aussi. Ce n'est pas une situation « franco-française ». Aux États-Unis, la grève des ouvriers de l'automobile se poursuit : tenace et explosif, leur combat a forcé les politiciens en campagne Trump et Biden à se rendre sur les piquets.

Ces politiciens bourgeois prennent la température, car l'exemple de la grève pourrait parler à tous les travailleurs de là-bas.

Mais pour nous aussi, ici en France, c'est un exemple. Dans le monde du travail tout entier, c'est la grève qui nous donnerait la force de répondre aux attaques. Les discussions feutrées entre gouvernement et directions syndicales durant une conférence sociale prévue pour octobre ne résoudront rien.

On y posera la question des salaires en la dispersant branche par branche et en discutant pourcentages à un chiffre, car ce sont les limites du « raisonnable ». Oui, c'est toujours ceux qui ont le frigo plein qui sont raisonnables. Si nous voulons gagner, il faut jouer à domicile : dans la rue et sur les lieux de travail. Ce qui est raisonnable, c'est vouloir vivre et non survivre.

Les directions syndicales appellent à une journée de mobilisation le 13 octobre, pour les salaires. C'est plus que nécessaire. Ce sera une occasion d'imposer notre présence et nos revendications :

- **400 à 500 euros d'augmentation de salaire pour toutes et tous ;**
- **pas un salaire, pension de retraite ou allocation au-dessous de 2000 euros net ;**
- **lorsque les prix augmentent, les salaires et pensions doivent automatiquement suivre.**

Soyons nombreux en grève et en manifestation ce jour-là. Que la conférence sociale commence un peu plus tôt que prévu... avec quelques millions d'invités-surprise !



Le serpent se mord la queue

Après l'installation de nouveaux fauteuils « coquille d'œuf de détente » aux HUS ou encore les sessions d'ostéopathie à la clinique Rhéna, le CHU de Toulouse innove davantage en créant un service pour la prévention et le traitement du burn-out des professionnels de santé. Si tout part d'une bonne intention, elle n'en demeure pas moins le symbole d'un secteur en grande souffrance. Si plus d'un soignant sur deux est concerné par le burn-out, c'est parce que le gouvernement n'a cure des conditions de travail et a pour objectif de détruire le service public. Ce gouvernement semble avoir trouvé des alliés au sein de certaines administrations qui se font un malin plaisir d'ignorer les risques psychosociaux remontés par les spécialistes.

Peut-être que la prochaine innovation sera t-elle plus locale avec la création d'une morgue loin des regards, réservée aux personnels de santé qui se seraient suicidés ? N'est-ce pas l'EPSAN !

Une victoire pour les opérateurs du SAMU ?

Après une grève de presque 3 mois, les régulateurs du SAMU obtiennent une augmentation de 100 euros par mois sur leur prime spécifique « liée à leur fonction de régulation médicale ». Mais ce n'est pas suffisant, parce que ce qu'ils revendiquent c'est une augmentation de 120 euros ainsi qu'une nouvelle grille salariale, et également parce qu'il faut accroître les embauches dans de bien meilleures conditions de travail.

Un beau foutage de gueule, d'autant que pour ce qui concerne la grille, ils ne promettent qu'une « possible évolution plus rapide des salaires ». Des promesses floues et bien en dessous du strict minimum nécessaire.

Fermetures de services d'urgence : les mobilisations se multiplient

Ils étaient 1500 manifestants à Feurs, au printemps. 6000 à Langres, fin septembre. Et samedi dernier, 30 septembre, ce sont près de 1000 personnes qui sont montées à la préfecture à Quimper pour s'opposer à la fermeture nocturne des urgences de Carhaix. Une politique d'austérité, menée partout en France, aux conséquences dramatiques.

À Carhaix, une personne âgée et une petite fille de six mois sont décédées en septembre, faute d'avoir été prises en charge à temps. À la manifestation samedi, seule réponse du gouvernement : des gaz lacrymogènes. Contre cette casse de l'hôpital, la mobilisation des habitants et des hospitaliers doit s'amplifier. Leurs économies, nos morts !

La campagne contre la bronchiolite tourne à la farce

Le ministre de la Santé, Aurélien Rousseau, vient de mettre à l'arrêt la grande campagne contre la bronchiolite lancée avec force publicité il y a quinze jours. Dans un premier temps elle devait être accessible en pharmacie à toutes les familles ayant un nourrisson. Puis le dosage de 50 mg du *Beyfortus*, le médicament préventif pour nourrissons de moins de cinq kilos, a été réservé aux seules maternités.

Et aujourd'hui, la direction générale de la Santé annonce que la distribution du dosage de 100 mg du même médicament est « temporairement interrompue » en pharmacie et n'est donc plus accessible aux familles. Elles devront poireauter au moins jusqu'au début novembre. La « réussite exceptionnelle » de cette campagne, vantée par le ministre de la Santé à ses débuts, tourne à la Bérézina faute de stocks.

Un nouvel impôt ... sur les malades ?

Le ministre de la Santé, Aurélien Rousseau, voudrait doubler la franchise sur les médicaments et les consultations médicales. Pour les patients, il en coûterait un euro par boîte de médicaments et deux euros par consultation. Le gouvernement espère ainsi gratter 800 millions d'euros sur le dos des malades. À l'heure où l'inflation alimentaire annuelle dépasse les 20 %, cette mesure plongerait encore un peu plus dans la gêne, voire la misère, les plus démunis, en particulier les seniors aux petites retraites.

IVG en danger

Il y a un an, la Cour suprême américaine a supprimé l'arrêt fédéral qui légalisait l'avortement sur tout le territoire. Dans certains pays d'Amérique latine, comme au Salvador, les femmes écotent de plusieurs dizaines d'années de prison pour avoir avorté. En Europe, le droit à l'interruption volontaire de grossesse recule, de la Pologne à la Hongrie. En Espagne ou en Italie, les médecins sont tellement nombreux à invoquer la « clause de conscience » pour refuser de pratiquer l'avortement, que les femmes sont très souvent obligées d'avorter à l'étranger. Et même en France, nombreuses sont celles qui se trouvent obligées d'aller avorter en Hollande, où l'IVG est possible jusqu'à 22 semaines, tant les délais sont longs pour obtenir un rendez-vous avec un praticien. Quand ce ne sont pas les lois qui empêchent les femmes de disposer librement de leur corps, c'est le manque de personnel et de moyens à l'hôpital public qui s'en charge.

Le NPA Strasbourg tient une réunion pour défendre le droit et l'accès à l'IVG, ce vendredi 6 octobre à 18h30 au Romulus 12 rue de Rome.